

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité.

Collectif Ahou ahou ahou
La révolte des Gilets jaunes
Histoire d'une lutte de classes
niet !éditions 2020

Introduction	2
1- Le surgissement (17 novembre 2018)	2
2- L'énervement (17 novembre – 1 ^{er} décembre)	6
3- Le débordement (1 ^{er} – 10 décembre)	12
4- Gueule de bois et retour de flamme (10 décembre 2018 – 5 janvier 2019)	16
5- Devenir un mouvement social (5 janvier – 5 février)	18
6- Gilets jaunes, syndicats et autonomes :	
alliances en chiens de faïence (5 février – 16 mars)	21
7- Une lutte sans fin(s) (après le 16 mars 2019)	22

Introduction

Faisant irruption le 17 novembre 2018, la protestation des Gilets jaunes s'est aussitôt emballée. On s'est alors imaginé faire tomber le pouvoir en jouant 1789. En décembre, des milliers de gens se retrouvaient sur des ronds-points et des axes routiers et, sûrs de leur bon droit, bloquaient les flux de transport et levaient les barrières de péage. La police était submergée par l'extraordinaire détermination de manifestants qui prenaient possession des villes le samedi. Cet emballement insurrectionnel est rapidement retombé. Mais, à la surprise générale, tout au long de l'hiver et du printemps 2019, le mouvement des Gilets jaunes s'est poursuivi, dans une temporalité différente : celle d'une lutte au long cours.

Nous sommes conscients que nous avons, parmi les Gilets jaunes, une position un peu étrange, qui a trait à nos positions politiques, à notre lecture politique du monde. Nous avons rejoint le mouvement, nous y avons participé, nous étions dans des collectifs, des manifs, des actions, des assemblées. Nous n'avons jamais cessé d'être des militants aux idées bien ancrées, porteurs de notre expérience des luttes passées. En ce sens, nous ne sommes donc pas vraiment des Gilets jaunes. Mais nous sommes encore moins des journalistes ou des sociologues.

Le collectif Ahou ahou ahou, auteur de ce livre, est composé de quatre individus d'âge, de classe, de genre homogènes, géographiquement dispersés sur le territoire : l'un est de la région parisienne, un autre a vécu les événements surtout dans une grande ville du Sud-Est, le troisième s'y est trouvé mêlé dans l'arrière-pays toulousain ; quant au dernier, il n'a eu de cesse de passer d'une région à l'autre, quoique principalement centré lui aussi sur le Sud de la France. (...) Ce livre est aussi le résultat d'un travail sur des sources : pour écrire cette histoire des Gilets jaunes, nous nous sommes appuyés sur la presse, essentiellement locale. En particulier, nous avons épluché attentivement *La Provence*, *La Voix du Nord*, *Ouest-France* et le site de France Bleu.

1. Le surgissement

(17 novembre 2018)

A peine la déroute en 2010 de la lutte contre la réforme des régimes spéciaux de retraite était-elle oubliée que le mouvement contre la loi Travail en 2016 s'achevait par une défaite. Au printemps 2018, le mouvement de grève perlée à la SNCF, tentative malhabile des syndicats pour reprendre un peu de poil de la bête, se solde à son tour par un échec.

Entre octobre 2017 et octobre 2018, le prix moyen du super à la pompe a crû de 15%, celui du gas-oil de 23%, et ce avant même la mise en œuvre de l'augmentation de la TCPE. Le 10 octobre 2018, Eric Drouet, chauffeur routier à Melun (Seine-et-Marne), lance sur Facebook un appel au « plocage de l'économie » pour le 17 novembre. Progressivement, l'appel de vient « viral » et se propage sur les réseaux sociaux. Mi-octobre, Drouet lance (avec sa mère !) le groupe Facebook « La France en colère ! », d'abord intitulé « Stop au carburant au prix de l'or » puis « Les automobilistes en colère ». Il entre en contact avec Priscilla Ludovsky, petite entrepreneuse initiatrice en mai 2018 d'une pétition également « virale » réclamant

« une baisse du prix des carburants à la pompe », et ils appellent de concert à la mobilisation de de novembre.

Qui est donc Eric Drouet ? (...) Âgé de 33 ans, il n'a vraisemblablement aucune formation politique ou syndicale : ses messages sont simples, parfois confus, humbles. Sa popularité est de toute évidence liée au fait qu'il s'agit d'un authentique travailleur « désintéressé », « apolitique ».

En même temps que Drouet et Ludovsky apparaissent d'autres figures propulsées sur le devant de la scène par des médias en mal d'interlocuteurs. Leur point commun est d'avoir produit des vidéos qui font le « buzz ». Ils ont pour nom Jacline Mouraud (du Morbihan) et Franck Buhler (du Tarn-et-Garonne). La première est hypnothérapeute, accordéoniste, agente de sécurité, et grande amatrice de théories farfelues. Son « coup de gueule » contre les taxes a été visionné plus de cinq millions de fois. Le second est un militant passé par les partis de droite et d'extrême droite, responsable de circonscription de Debout la France, le parti de Nicolas Dupont-Aignan.

C'est (...) sur cette base que le Rassemblement national, les Républicains et Debout la France vont apporter leur soutien au mouvement : des millions. De tracts dénonçant les « rackets fiscaux » en tout genre sont imprimés alors qu'approche le 17 novembre. (...) pourtant, dans les semaines qui précèdent cette date, un observateur attentif verrait que ce qui fermente dans cette colère ne correspond pas tout à fait à une grogne populiste prêtant le flanc à des récupérations droitières. (...) Il se dégage (...) un sentiment de ras-le-bol général, né de l'impossibilité croissante de boucler les fins de mois. Face à cette colère, le président, droit dans ses bottes, assure qu'il tiendra bon dans la voie des réformes.

Pendant que Macron se fait insulter dans le Nord-Est de la France, des « répétitions générales » du 17 novembre s'organisent, à mesure que foisonnent les appels et que se multiplient les groupes locaux. Ces groupes sont parfois l'occasion pour des leaders plus ou moins autodéclarés d'attirer l'attention des médias : c'est le cas par exemple de Fabrice Schlegel, à Dole (Jura), entrepreneur « plutôt de droite » selon la presse locale, qui tient en main le groupe Facebook « De l'essence de la contestation », lequel rassemble 46 000 membres, chiffre impressionnant puisqu'il équivaut à deux fois la population de la ville. Ce petit patron quittera le mouvement le 23 décembre, las de « la gauche de la gauche » et des « blocages pour le blocage ».

A certains endroits, les actions (tractages, opérations escargot, barrages filtrants) commencent dès le week-end du 10 novembre. A Neubourg (Eure), où le « leader » local est un élu du Rassemblement national, une de ces « répétitions » donne lieu à plusieurs blocages successifs, tous évacués par les forces de l'ordre : rond-point, zone commerciale, galerie marchande. De telles scènes se répètent et se multiplient un peu partout en France, surtout le 15 et le 16 novembre.

Dans la semaine qui précède le 17, les gens se réunissent sur les parkings, près des gares, pour organiser ce qu'on ne nomme pas encore l'Acte 1, tant du point de vue des blocages que des questions « sécuritaires » : on élabore ainsi des « chartes de bonne conduite » ou des « règlements », ou encore on se dissocie préventivement d'éventuels

« casseurs ». Ils sont souvent des dizaines voire plus d'une centaine, sur la base d'appels relayés sur les groupes Facebook locaux.

La préparation du 17 - désordonnée mais convergente – émane de formes d'auto-organisation à la base. On est loin du modèle des consignes syndicales suivies à la lettre lors des journées d'action ou de la simple répercussion mécanique des vidéos qui font le buzz (Drouet, Mouraud, etc.). On ne s'agrége pas à cette journée, on la construit.

Cette auto-organisation est entretenue involontairement par l'Etat lui-même. Les préfetures, qui cherchent évidemment des « responsables », voient dans les administrateurs des pages Facebook des interlocuteurs : elles les poussent à déclarer les points de rassemblement. Mais, alors que les autorités insistent en même temps sur le fait qu'un rassemblement illégal est réprimé par la loi, cette pression aboutit à l'inverse de l'effet recherché : ceux qui sont érigés en représentants se dégagent de toute déclaration, par peur d'être tenus pour responsables de ce qui se passerait. D'après le ministère de l'Intérieur, moins de 15% des rassemblements du 17 novembre sont déposés en préfecture.

Même si les revendications fiscales semblent au centre du discours (...) ce dont on se plaint, ce n'est pas seulement des taxes, mais aussi des bas salaires qui n'augmentent pas, de la misère sociale, des sacrifices consentis, des rêves de vacances depuis trop longtemps ajournés, des promesses de cadeaux de Noël qu'on sait qu'on ne tiendra pas, etc. En somme, de ne vouer sa vie qu'à la survie, que l'on soit travailleur, chômeur ou retraité.

Le 17 novembre

Dès l'aube, sous le froid soleil de ce samedi 17 novembre, des centaines et bientôt des milliers de péages autoroutiers, de zones commerciales, de ronds-points sont occupés. Au fil de la matinée, chaque ville, petite, moyenne ou grande, voit se déverser des Gilets jaunes bien décidés à « tout bloquer ». Partout, ce sont les grandes surfaces et leurs zones commerciales qui sont les cibles privilégiées. De nombreux grands magasins baissent le rideau. Les manifestants affirment souvent vouloir, par ces blocages, priver l'Etat des rentrées fiscales générées par la grande distribution ; il s'agit aussi, bien sûr, de bloquer l'accès aux stations-service, pour les mêmes raisons.

On annonce cependant le décès, non loin de Grenoble, d'une manifestante tuée par une voiture qui forçait un barrage. On dénombre environ 400 blessés au long de la journée, la plupart renversés par des automobilistes excédés ; mais ces brefs moments de tension laissent la place à une ambiance globalement détendue et gaie. Il flotte souvent comme un esprit de partenariat entre les gendarmes et certains Gilets jaunes qui « gèrent » la sécurité.

On assiste pourtant à des scènes violentes sur tout le territoire, en des lieux peu coutumiers de ce type de pratiques : dans de petits centres urbains, voire en rase campagne autour de certaines autoroutes. Ce sont de premiers contacts houleux entre les forces de l'ordre locales, en général non préparées, et les habitants du coin, qui soudain s'avèrent « prêts à en découdre » », comme on dit : un inattendu rapport de tension entre les flics et ceux qui sont d'habitude leurs voisins, leurs camarades de pétanque ou de bistrot. A Paris, le boulevard périphérique est bloqué dès le matin. Eric Drouet avait appelé à marcher sur

l'Elysée ; des milliers de personnes, y convergeant, se heurtent à la police : les affrontements, que personne ne semble souhaiter, sont dès lors inévitables.

Mais c'est pour l'heure en province, sans doute, que les choses sont le plus sidérantes. (...) Des centaines de ronds-points sont occupés, inaugurant une pratique durable. Les barbecues se mettent en place, et de premières « infrastructures » sont installées : banderoles, tables de palettes... Un peu partout, des automobilistes et des chauffeurs routiers bloqués s'arrêtent, descendent et se joignent au mouvement.

Le sentiment d'irruption d'une force collective s'accomplit en direct. On se regarde – soi-même et les autres Gilets jaunes – sur les chaînes d'information en continu, qui pour le moment traitent le mouvement avec une sorte de condescendance bienveillante.

Le 17 novembre deviendra instantanément, et pour longtemps, la référence unique, l'« acte » fondateur du mouvement qui va suivre. On cherchera à le répéter, à l'égaliser ; on aura du mal à comprendre et à accepter que ce qu'on a réussi une fois, on ne puisse pas le reproduire. C'est que la rencontre de ces centaines de milliers de « gens », sortant souvent protester pour la première fois, génère un incroyable sentiment de puissance, d'unité « populaire ». Ce sentiment, loin de s'étioler, se renforce au contraire à mesure que l'évènement lui-même s'éloigne, lui conférant progressivement un caractère presque mythique ou mythologique.

Le soir du 17 novembre, il paraît évident pour tout le monde que ce qui se passe n'est pas réductible à une grogne poujadiste. Les petits patrons du transport ou du bâtiment, commerçants trop taxés, etc., sont bel et bien présents, et ils se font entendre. Mais ils se sont mêlés aux autres, à ceux qui galèrent non pas pour « faire de l'argent », mais bel et bien pour survivre – les prolétaires. A ce stade, le mouvement des Gilets jaunes est un mouvement interclassiste. Et les contradictions entre les différentes conditions sociales de tous ces gens qui entrent en lutte sont mises en sourdine, recouvertes par un sentiment de « tous ensemble », une identité commune : peu ou prou, celle de l'automobiliste travailleur, la base fédératrice qui donne sa « couleur » au mouvement.

Les Gilets jaunes sont de droite, de gauche, petits patrons, artisans, autoentrepreneurs, ouvriers, employés, chômeurs. Leur mouvement n'a pas de programme politique ni de représentants. Pour tout le monde, à ce stade, c'est une force : une manière de considérer que chacun peut s'y joindre, sur la base d'un vécu fait de souffrance sociale qu'aucun discours politique n'est en mesure d'incarner. (...) Chacun, en son nom, raconte les fins de mois difficiles, l'isolement, les galères de la vie quotidienne, les ex-maris qui ne payent pas leur pension. Car beaucoup de Gilets jaunes sont des femmes, et des femmes qui travaillent dans des secteurs typiques de la division sexuée du travail – où il s'agit moins de produire des marchandises que de reproduire la main d'œuvre qui les produit.

Ce peuple a un ennemi qui rassemble tout le monde : l'Etat, perçu comme le responsable du « racket ». Les Gilets jaunes disent *grosso modo* qu'ils veulent pouvoir vivre dignement de leur travail sans se voir ponctionnés. Ils pointent tous azimuts : les prix trop élevés du fait des taxes, une redistribution de l'impôt qui ne profite qu'aux élites, le fait de devoir payer toujours plus pour pouvoir aller bosser en voiture (amendes en tout genre,

péages autoroutiers, etc.). En apparence, il s'agit d'un langage libéral, opposé à la manière dont l'Etat intervient dans la circulation de l'argent. Rien qui touche au salaire, sinon l'idée abstraite que le SMIC est trop bas – mais la chose est perçue comme relevant d'une fixation des prix par le gouvernement davantage que comme un rapport entre travailleurs et employeurs. Le peuple contre l'Etat : il s'agit là d'une représentation éloignée d'une vision de classe.

L'augmentation de la taxation des produits massivement consommés par les prolétaires, de même que la réduction drastique des services publics dont ceux-ci bénéficient, aboutit indirectement à diminuer le coût de la reproduction de la main d'œuvre pour les capitalistes. Ceux-ci n'ont alors pas besoin de baisser les salaires pour maintenir ou augmenter leur taux de profit : l'Etat, dès lors qu'il est devenu le médiateur universel du revenu, s'en charge discrètement.

Sûrs de leur bon droit, les Gilets jaunes du 17 novembre sont scandalisés par le mépris dont fait preuve le pouvoir à l'égard de leur mouvement, car ils s'attendaient à être entendus immédiatement. Ce « peuple » des petites gens qui galèrent va désormais s'opposer aux « élites » qui les ignorent. Et cette identité populaire, fédératrice car non excluante, donne aussitôt au combat des Gilets jaunes une légitimité surprenante. Dès lors qu'on se considère le peuple, n'est-on pas de toute façon légitime ?

S'ils sont incompetents, corrompus ou simplement s'ils témoignent du mépris vis-à-vis de ce peuple, ils doivent être renvoyés. C'est ainsi que les Gilets jaunes reprennent à leur compte les symboles de la nation, en premier lieu drapeaux tricolores et *Marseillaise*. Pour la gauche, ces attributs incarnent chauvinisme et nationalisme ; pour les manifestants, on mettra un peu de temps avant de le comprendre, ils signifient avant tout que « le pays », c'est eux et non les gouvernants.

2. L'énervement

17 novembre – 1^{er} décembre

Certains des « leaders nationaux » comme Drouet avaient annoncé que le « relais » serait pris dès lundi par les routiers, puis par les chauffeurs de taxi, les infirmières, etc., dans une sorte de « mouvement perlé ». En fait, ce qui se produit, c'est la perpétuation des formes du 17 novembre. C'est en général sur les ronds-points et les autres lieux de blocage que se décide, le soir du 17, la prolongation de l'occupation et des actions : à la nuit tombée, il reste deux cents points de blocage, selon le ministère de l'Intérieur. . Un peu partout, des Gilets jaunes s'organisent pour passer la nuit sur place et, dès le dimanche matin, ils reprennent les blocages.

Le soir du 17 novembre, Edouard Philippe passe à la télévision, sans faire d'annonce. Drouet, lui, appelle à monter à Paris pour un « Acte 2 » le samedi suivant, le 24 novembre.

Le lundi 19, alors que els péages gratuits sur les autoroutes sont maintenus un peu partout, débute un blocage des dépôts de carburant, tandis que reprennent massivement des barrages à l'entrée des centres commerciaux et des plateformes logistiques. Le maintien

de l'ordre semble dépassé ; la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) fait part dans un communiqué de ses inquiétudes quant aux possibles conséquences économiques des blocages et demande au gouvernement d'assurer la liberté de circulation et de travailler.

Le mardi 20, alors que les blocages se poursuivent, la tension semble monter. Il y a des affrontements dans les régions de Caen, de Rennes, de Saint-Brieuc. Le péage de Virsac, près de Bordeaux, est saccagé dans la nuit. (...) Dans la semaine du 17 au 24 novembre, le pays est gagné par un mouvement de blocage massif, spontané, inédit dans sa forme, auquel le pouvoir n'était pas préparé. On compte des centaines de points de blocage, mobiles, changeants, imprévisibles. Les actions se conjuguent en une grande variété d'occupations, de barrages plus ou moins filtrants, d'opérations escargot, de péages gratuits, parfois dans la même journée.

Les forces de l'ordre interviennent un peu partout, parfois « dans le calme », mais parfois aussi avec une grande violence. Les points de blocage sont apparemment évacués selon une logique de priorité : ce sont en premier lieu des principaux axes de circulation qui sont « libérés » comme les ports et les dépôts de carburant. Les zones commerciales, les péages ouverts, les ronds-points attendront.

(D'après Sud-Ouest)

« La barrière de péage de Virsac est au beau milieu d ce bourg de mille habitants, que l'autoroute coupe littéralement en deux. Le péage est occupé dès 9 heures ; il n'est pas bloqué mais rendu gratuit. La police cherche à l'évacuer en l'aspergeant de gaz lacrymogène à partir de 17 heures ; ce sont déjà les premiers affrontements et les premières interpellations. A 22 heures, il y a pourtant encore quelques centaines de Gilets jaunes. Le préfet annonce avoir « souhaité que la fluidité des grands axes soit assurée, essentiellement ceux du trafic de transit avec l'Espagne ». En fin de compte, reconnaît-il pourtant, c'est l'intervention des forces de l'ordre qui amène à fermer l'autoroute, la nuit, sur plus de 30 kilomètres. Le dimanche 18, les Gilets jaunes reviennent et trouvent une cinquantaine de personnes qui ont dormi sur place. Leur nombre gonfle vite : il y a deux mille personnes dimanche après-midi. On tronçonne des arbres, on arrache des grillages et des barrières, on monte des sortes de barricades. Après quelques gaz dans l'après-midi, le péage est évacué le soir, mais les deux points de blocages principaux, pont d'Aquitaine et péage de Virsac, sont « repris » le lundi 19, et il y a encore un bon millier de personnes sur l'autoroute. Nouvelle évacuation en fin d'après-midi.

Les pratiques se durcissent alors. Dans la nuit du lundi 19 au mardi 20 novembre, la barrière de péage est incendiée (...). Le site, nettoyé dans la semaine, s'apprête à rouvrir, quand, le samedi 24 novembre, il est à nouveau repris par un millier de Gilets jaunes. Les gens y passent la nuit, quoique sachant l'arrivée des gendarmes, au matin, inéluctable. Evacué encore le dimanche matin, le péage a connu de nouvelles dégradations selon Vinci. La répression s'accroît : entre dimanche et lundi, on compte dix-huit interpellations et gares à vue pour entrave à la circulation ; les procès donneront plus tard lieu à de lourdes condamnations. »

Au cours des premiers jours du mouvement, le gouvernement campe sur ses positions. Il ne fait aucune concession et traite les Gilets jaunes par une compassion de plus en plus agacée. En réalité, il espère régler la question par la répression. Certes, le mouvement bénéficiant du soutien de l'opinion publique, il s'agit de faire en sorte d'opérer dans la discrétion. Bien qu'on n'en parle guère, cette répression est pourtant déjà massive ; le mercredi 21 novembre, le même ministère de l'Intérieur donne des chiffres assez considérables – 745 personnes interpellées et 599 placées en garde à vue en quatre jours.

Le premier Gilet jaune incarcéré est un soudeur de 32 ans, condamné par le tribunal correctionnel de Strasbourg à quatre mois de prison ferme pour mise en danger de la vie d'autrui et entrave à la circulation. Il avait, le 17 novembre, formé une chaîne humaine sur l'autoroute A35 et traversé le terre-plein central avec quatre autres Gilets jaunes. Mais le désordre se répand. Il déborde la France métropolitaine. A la Réunion en particulier, il semble très vite hors de contrôle : l'île est à peu près totalement bloquée et livrée à l'émeute.

Et puis il y a la Belgique. Moins massif et limité à la Wallonie, le mouvement des Gilets jaunes s'y énerve rapidement : blocages, pénuries, d'essence, affrontements avec la police, pillages, agressions de journalistes. (...) On va dès lors montrer à la partie de la population inquiète et demandeuse d'ordre les Gilets jaunes comme des beaufs, racistes et homophobes, incivilisés et en proie à des instincts non maîtrisés, prêts à tout saccager aveuglément. (...) les incidents les plus révoltants, pourtant extrêmement limités en nombre, sont ainsi montés en épingle et leur récit est diffusé en boucle sur les médias et sur internet : une automobiliste noire est insultée, une autre est forcée d'ôter son voile, des migrants clandestins sont livrés à la police. Il n'en faut pas plus pour disqualifier l'ensemble du mouvement des Gilets jaunes, devenu en quelques jours, à en croire les médias, un mouvement d'extrême droite.

C'est plutôt dans l'Ouest que se concentrent les blocages de dépôts pétroliers : Rouen, Le Mans et en particulier Lorient, où se constitue une alliance entre Gilets jaunes et patrons du BTP et d'entreprises du transport routier, lesquels protestent contre la fin prévue de l'exonération de la taxe sur gas-oil non routier. Le blocage du port et du dépôt, débuté mardi 27, se poursuivra jusqu'au week-end, engendrant un début de pénurie en Bretagne.

Les autres cibles de blocage ne sont pas choisies au hasard ; elles rendent compte de l'imaginaire qui a cours dans la lutte. Comme l'explique un Gilet jaune dans *La Provence* du 19 novembre, il s'agit de « bloquer Carrefour pour pénaliser l'Etat : ce qui sous-tend le blocage des zones commerciales et industrielles, c'est le projet d'attaquer l'économie comme pourvoyeuse de revenus par le biais des taxes et des impôts. Les Gilets jaunes identifient, dans ce combat, les grandes enseignes à cette « mauvaise économie », déracinée et déshumanisante au contraire de la « petite économie », locale et fragile, qu'il ne faut pas pénaliser.

Le projet explicite de bloquer l'économie, auquel les Gilets jaunes sont dans leurs pratiques de fait confrontés, va produire, comme nous le verrons, d'importants tiraillements dans le mouvement.

Des segments de la société qui d'ordinaire ne se mêlent jamais se trouvent à s'organiser ensemble. Ici, une gare de péage sera « tenue » pendant trois semaines par des « teufeurs », en bonne intelligence avec le rond-point voisin, pourtant notoirement peuplé de Gilets jaunes de droite. Là, des « alternos », sinon des « bobos », vont coexister avec « gens du cru », des chasseurs, des motards. Ces catégories ne se fondent pas ; mais, de manière inattendue, elles cessent, au moins provisoirement, de s'opposer. Les présupposés idéologiques, le racisme, le sexisme n'ont évidemment pas subitement disparu dans le cours de la lutte. Pourtant, le sentiment d'être en train de faire la révolution secoue toute l'organisation sociale.

Pourtant, derrière l'image de l'unanimité bon enfant qui se dégage des ronds-points occupés, les Gilets jaunes, dans la lutte qu'ils mènent, ne cessent d'approfondir les divisions qui traversent la société. (...) Les blocages, e, affectant davantage ceux qui ont intérêt à la circulation rapide et ininterrompue du capital, éloignent nécessairement du mouvement certaines de ses composantes.

On l'a vu : le langage des Gilets jaunes renvoie à la fois à des revendications « petites-patronales » et à la lutte des classes. Mais quand certains disent : « On en a marre de payer pour les autres (les étrangers, les assistés) », d'autres disent plutôt : « L'Etat nous prend trop et ne nous donne pas assez », ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

De fait, une augmentation du coût du gas-oil pèse à la fois sur les entrepreneurs et sur tous ceux qui vont bosser en bagnole. Mais l'unité s'arrête là : pour les premiers, le gas-oil est une part du capital constant, un investissement nécessaire à la réalisation du profit ; pour les seconds, c'est un morceau de salaire qui s'envole. Les patrons, d'une manière ou d'une autre, vont récupérer cette charge ailleurs ; les travailleurs vont l'avoir dans l'os.

Dès la première semaine, d'importants tiraillements se manifestent, et la rengaine selon laquelle il faut veiller à ne pas « embêter les gens » se fait jour au sein du mouvement. Faisant appel à l'unité, elle produit des effets : globalement, les blocages et les barrages filtrants de routes sont abandonnés progressivement la deuxième semaine – « pour ne pas pénaliser ceux qui travaillent ». (...) Cette (...) tendance se traduit par une volonté de dialoguer avec les autorités et d'aller à la rencontre des commerçants pour ne pas perdre leur soutien. Quand des propositions « raisonnables » de ce type sont rejetées par l'assemblée – comme d'autres plus offensives du reste -, il n'est pas rare qu'elles soient malgré tout menées à bien par leurs partisans. (...) La dissension ne semble pas produire à ce stade de divisions, mais au contraire de la multiplication, ou tout au moins de l'addition.

Ceux qui portent de manière assumée et virulente la ligne modératrice appartiennent à la frange sociale la plus respectable du mouvement, constituée de petits patrons, de commerçants, mais aussi de toutes de gens attachés à l'ordre et à la « liberté » de travailler. Elle se désolidarise immédiatement des blocages ayant un impact important sur la circulation. Or ces individus se voient souvent, du fait de leur position sociale dominante, comme les cadres naturels du mouvement. Se sentant soudain débordés par des gens qui leur sont socialement inférieurs, ils vont ainsi déployer une grande énergie pour tenter de reprendre le contrôle, au travers de comportements autoritaires.

Mal va leur en prendre : il apparaît très vite que le mouvement des Gilets jaunes porte en lui une aspiration fondamentale à l'horizontalité. Le peuple qui est sorti sur les ronds-points s'oppose avec virulence au fait que quiconque l'encadre ou parle en son nom. (...) Au cours de la deuxième semaine, le mouvement va nettement s'échauffer, prenant entre autres pour cible, avec une virulence étonnante, ceux qui voudraient négocier en son nom – et qui sont les mêmes que ceux qui voudraient le pacifier.

Le 24 novembre, c'est l'« Acte 2 ». A nouveau, des foules massives revêtent leurs gilets jaunes et investissent les axes de circulation, produisant des sortes de manifs-blocages. Les Gilets jaunes se concentrent toujours dans les zones périurbaines et sur les autoroutes, mais il y a aussi des manifestations et des émeutes dans plusieurs villes de France : Calais, Lyon, Tours, etc.

C'est dans la capitale, vers laquelle un appel à converger a largement tourné, que la situation est la plus tendue : les quartiers parisiens attenants aux Champs-Élysées sont le théâtre d'affrontements du matin au soir. L'ambiance, moins joyeuse que le samedi 17, est aussi plus déterminée. Des barricades sont dressées ; les forces répressives, pourtant mieux préparées, sont à nouveau mises à mal. Les affrontements se prolongent jusqu'à la nuit tombée, essentiellement du côté de place de l'Étoile, créant un bazar impressionnant.

Face à cette exaspération du mouvement, la communication officielle poursuit l'évolution déjà amorcée : certes, les Gilets jaunes sont dans leur majorité de braves gens, mais parmi eux se mêlent des éléments illégitimes et extérieurs à la société, qui sèment le désordre. Les « vrais » Gilets jaunes sont donc sommés de se dissocier. Diverses figures-repoussoirs sont mobilisées. (...) Sur le thème des « fachos », la communication gouvernementale se décline à l'envi, fustigeant les « séditieux », « l'ultradroite », accusant Marine Le Pen d'être à l'initiative de l'émeute « factieuse ».

Les soutiens de droite sont renvoyés à leurs contradictions dans leur rapport à l'ordre. Laurent Wauquiez, qui croyait tenir l'occasion de s'imposer comme le leader d'une (extrême) droite « populiste » et s'était fait filmer en arborant un gilet jaune, est obligé de désolidariser de la « radicalisation » des Gilets jaunes. L'extrême droite officielle, qui avait prudemment préféré ne pas apparaître en première ligne, maintient, elle, une stratégie d'accompagnement attentiste : elle condamne les débordements tout en asseyant de garder un pied dans le mouvement, à distance raisonnable, dans l'espoir de capitaliser sur son extinction. Ce qu'elle souhaite, bien plus que l'extension du désordre, c'est la transformation de la révolte en ressentiment (...) Elle va être déçue.

D'après Le Populaire du Centre
Limoges

Le samedi suivant, le 1^{er} décembre, c'est l'Acte 3. Il y aura scission : alors qu'ont lieu un peu partout dans le département des opérations de blocage massives, très mobiles et ponctuées d'affrontements avec la police, les « représentants » ont organisé une « marche pacifiste » en centre-ville, qu'ils présentent officiellement comme une manière de se démarquer de la « minorité radicalisée ». « Notre objectif, c'est d'être auprès de la population gilet jaune de base et de favoriser le commerce dans la ville de Limoges... On pour remonter nos demandes sans casser du mobilier urbain, sans pénaliser les gens », explique

Pasquet (policier retraité). Mais ils tiennent visiblement mal leurs troupes. Alors que les représentants annoncent la dispersion, une partie du cortège se dirige vers le commissariat où sont détenus des Gilets jaunes arrêtés sur des opérations de blocage. Ils obtiennent leur libération, puis des affrontements éclatent. Le commissaire divisionnaire déclare : « Les porte-parole ne tiennent plus leurs troupes, il n'y plus moyen de discuter. »

A l'échelle nationale, huit « représentants » se désignent eux-mêmes et font savoir au gouvernement leur intention de le rencontrer. Parmi eux, Drouet et Ludovsky sont reçus le 27 novembre par le ministre de l'Ecologie, de Rugy. Drouet filme clandestinement l'entrevue, qui par ailleurs ne débouche sur rien : le ministre déclare, dépité, que « leurs revendications sont très au-delà des questions de la transition écologique ». Le Premier ministre donne alors rendez-vous à ces huit pour le vendredi 30 novembre. Mais, sur les réseaux sociaux, les Gilets jaunes dénoncent vivement ces « récupérateurs », qui reçoivent des menaces, de sorte que seuls deux d'entre eux se rendent à Matignon. L'un ressort aussitôt faute d'avoir obtenu l'autorisation d'enregistrer l'entretien ; de second, on ne connaîtra jamais le nom.

Le 28 novembre, une liste de quarante-deux « directives du peuple », envoyée à la presse à la suite d'un sondage réalisé sur internet auprès de 30 000 Gilets jaunes, connaît un écho important. Si on ne connaît pas son origine, il se trouve qu'elle (...) est reprise sans y regarder de trop près par nombre de groupes locaux. Si beaucoup de Gilets jaunes s'y retrouvent, cette drôle de liste n'en devient pas pour autant une sorte de « plateforme » : on ne s'y agresse pas, on en reprend le cas échéant certains éléments seulement.

Le ton est assez comminatoire : « Députés, (...) obéissez à la volonté du peuple. » Les formulations assez naïves indiquent que la liste n'émane vraisemblablement pas d'un groupe politique rôdé à ce genre d'exercice : « Que des emplois soient créés pour les chômeurs », « Que les gros payent GROS et que les petits payent petit ». C'est un curieux mélange : on y trouve pêle-mêle des revendications classiquement « de gauche » (« sécurité de l'emploi » avec « plus de CDI », nationalisation du gaz et de l'électricité, etc.) et d'autres nettement « de droite » (restriction de l'immigration, soutien au petit commerce, paiement des heures supplémentaires des policiers, etc.). (...) Les revendications concernant l'immigration sont assez complexes : si on veut « renvoyer » les immigrés sans papiers chez eux, les autres doivent bénéficier d'un « bon accueil », être « intégrés » à la nation, en un mot se mêler aux autres travailleurs (« nationaux ». Cette double revendication (renvoyer les clandestins et intégrer « dignement » les immigrés réguliers) porte la marque du nationalisme, ou en tout cas du souverainisme, mais dans une version assez compatible avec la doctrine de La France insoumise.

Mais l'essentiel tourne autour de la reproduction de la force de travail : salaires (hausse du SMIC), allocations (hausse du montant des pensions de retraite qu'il faut indexer sur l'inflation, de l'allocation adultes handicapés, de l'aide à la garde d'enfant, etc.), prix (logement, carburant, gaz, électricité, etc.), impôts (baisse de la TVA, rétablissement de l'ISF). Il y a enfin quelques éléments sur la démocratie, qui doit se « moraliser », et la revendication du référendum d'initiative citoyenne (RIC), promise à un avenir brillant.

3. Le débordement

(1^{er} – 10 décembre)

Dans la capitale comme dans toute la France, le samedi 1^{er} décembre, Acte 3 du mouvement, l'ordre public est mis en péril comme rarement. Une fièvre s'est emparée de dizaines de milliers de personnes, qui perçoivent comme possible un bouleversement général.

A Paris, les premiers manifestants sont signalés avant 5 heures du matin. L'avenue des Champs-Élysées a été entièrement « sanctuarisée » par les forces de l'ordre qui soumettent chacun à une fouille pour pénétrer le dit sanctuaire. C'est donc sur la place de l'Etoile que se réunit une forte masse de Gilets jaunes. Dès 9 heures du matin, le camion à eau commence à fonctionner. Toutes les avenues distribuées par la place de l'Etoile sont envahies par la foule.

En fin de matinée, les Gilets jaunes « prennent » l'Arc de Triomphe une première fois. Les forces répressives semblent dépassées, engoncées dans un dispositif proche de l'absurde, et déroutées par les « profils » inhabituels des émeutiers. C'est qu'en effet parfois se mêlent, ou du moins se croisent, sous le gilet jaune, des néofascistes et des anarchistes. Des affrontements entre de tels groupuscules sont d'ailleurs signalés le matin.

La journée se poursuit, chaude : des barricades sont dressées dans les grandes avenues, comme l'avenue Foch ou la rue du Faubourg-Saint-Honoré ; des véhicules, des magasins et même des hôtels particuliers sont incendiés. L'émeute se diffuse dans le quart nord-ouest de Paris. Les manifestants de province, qui ne cessent d'affluer, connaissent mal la capitale, tout comme les Gilets jaunes parisiens connaissent mal ses quartiers huppés. Ils savent en tout cas qu'ils se trouvent dans la partie la plus bourgeoise d'une ville déjà bourgeoise.

Une multitude de groupes séparés se sont éparpillés dans Paris, trouvant nombre d'occasions d'ajouter du désordre au débordement. Des dizaines de magasins et de banques sont saccagés et pillés. Ici, les devantures de Chanel et de Dior sont brisées ; là, les campagnes de Roederer ont été arrachées de leurs présentoirs. Des barricades sont décorées de costumes à plusieurs milliers d'euros. Plusieurs voitures de police flambent, un fusil d'assaut est dérobé. Un peu partout, des Gilets jaunes hilares parodent avec des boucliers ou des casques de CRS récupérés dans les mêlées.

L'Arc de Triomphe est envahi une seconde fois et ravagé de fond en comble avant d'être repris en fin d'après-midi par des flics visiblement en difficulté. (...) Place Saint-Augustin, les chevaux de la police montée sont repoussés par la foule qui se livre à une attaque en règle des vitrines. (...) De l'avenue Foch à la Bourse, les affrontements se poursuivent tard dans la soirée. Les forces de l'ordre auraient, de leur propre aveu, utilisé plus de 11 000 grenades et tiré plus de 1 000 coups de LBD-40 à Paris.

La province n'est pas en reste. La plupart des six cents blocages recensés par le gouvernement à midi se déroulent « dans le calme » ; mais chaque ville, petite ou moyenne, connaît son lot de barrages filtrants, de blocages d'autoroutes, et de manif plus ou moins tranquilles. Et, réparties sur tout le territoire, y compris dans des villes que peu sauraient

placer sur une carte, parfois dans de simples bourgades, des émeutes éclatent, d'envergures variables : Dijon, Toulouse, Strasbourg, Bordeaux, Brest, Marseille, Charleville-Mézières, Albi, Pau, Nantes, Saint-Etienne, Avignon, Longeville-lès-Saint-Avold, Frouard, Poitiers, Villefranche-sur-Saône, Bourg-en-Bresse, Barentin, Tours, etc. Ce même jour, Zineb Redouane, âgée de 80 ans, est tuée par la police à Marseille. Alors qu'elle ferme ses volets au quatrième étage, elle reçoit une grenade lacrymogène en pleine face et meurt dans la nuit.

Les émeutes du 1^{er} décembre ouvrent une nouvelle période du mouvement. Les habitants des rues du Monopoly se réveillent hagards et constatent les dégâts, contemplant les carcasses de voitures calcinées, pleurant pour certains sur leur investissement parti en fumée. L'émeute qui s'est propagée dans les quartiers de la grande bourgeoisie, chose encore impensable deux semaines plus tôt, a marqué les lieux – et les esprits.

Secourables, une coterie de « Gilets jaunes modérés » se fend d'une tribune dans *Le Journal du dimanche* : ils y « tendent la main » au gouvernement, promeuvent des « revendications sérieuses », professent le « respect des institutions de la 5^{ème} République, de l'ordre public, des biens et des personnes », lancent un appel à la formation de « référents locaux et départementaux ». Parmi ces « représentants », on retrouve notamment Jacline Mouraud, Benjamin Cauchy, le militant d'extrême droite toulousain déjà vilipendé par les Gilets jaunes la semaine précédente, ou encore Christophe Chalençon, magouilleur médiocre et raciste du Vaucluse : la frange « de droite » du mouvement, qui souhaite ardemment se démarquer du désordre jaune. Les réactions ne se font pas attendre : sur internet comme sur les ronds-points, les « Gilets jaunes libres », ainsi qu'ils se nomment, sont rejetés et vivement accusés de trahir et de vouloir confisquer le mouvement. Apeurés, ils annulent la rencontre prévue avec le Premier ministre le 4 décembre.

D'ailleurs, Chalençon lui-même annonce finalement à l'hebdomadaire *Marianne* qu'il sera « sur les barricades le 8 décembre », tout en appelant au remplacement d'Edouard Philippe par le général Pierre de Villiers. Quant aux autres « leaders », Eric Drouet, Priscillia Ludovsky, Maxime Nicolle – figure médiatique de la tendance à la fois complotiste et « énervée » du mouvement, connu sous le nom de Fly Rider -, ils se dissocient aussitôt de cette tentative de représentation qu'ils jugent illégitime, et pour cause, puisqu'ils n'en sont pas.

Le 4 décembre, Edouard Philippe annonce un moratoire de six mois sur la hausse de la TCPE, sur les modifications du contrôle technique automobile, et sur la hausse du tarif de l'électricité. Il faut y ajouter l'annulation de la suppression de l'exonération de la TCPE pour le gas-oil non routier (le « rouge », moins cher pour les camions et les engins de chantier). Les patrons du transport ou du BTP sont satisfaits et annoncent la levée de certains blocages : à Lorient, le dépôt pétrolier, jusque-là bloqué par une alliance entre patrons locaux et Gilets jaunes, est « libéré » avant d'être bloqué par les seuls Gilets jaunes, ré-expulsés le lendemain.

Le 6 décembre, rebelote, le Premier ministre déclare cette fois au Sénat que la hausse de la taxe sur le carburant est « annulée » (et non « suspendue ») et qu'elle « ne sera pas réintroduite ».

Dans le frémissement, la possibilité d'une généralisation du mouvement incite plusieurs secteurs à entrer dans la danse. Diverses organisations syndicales lancent des appels sectoriels. La FNSEA appelle à manifester la semaine suivante contre « le matraquage des agriculteurs » ». la sympathie de cette organisation réactionnaire pour le mouvement s'exprime vis-à-vis de son versant « antifiscal », sans doute nettement moins vis-à-vis des considérations relatives à la justice sociale. Mais il n'a pas échappé aux dirigeants syndicaux que de nombreux agriculteurs « sans étiquette », partout en France, participaient aux blocages et rejoignaient les manifestations avec leurs tracteurs ; il s'agit alors de ne pas être en reste.

Dans une logique analogue, les fédérations CGT et FO du transport déposent un préavis de grève illimitée valable à partir de dimanche 9 décembre à 22 heures. Il s'agit cette fois de protester en faveur du pouvoir d'achat des routiers et surtout de protester contre la majoration des heures supplémentaires. L'appel à la grève déchaîne les passions (...) Il existe en effet, parmi les Gilets jaunes, une sorte de fantasme de la figure du « routier » (...) Que Drouet (...° soit lui-même un routier n'est sans doute pas anodin. Le suspense cependant tournera court. Ayant obtenu satisfaction en trois jours, les fédérations retirent leur appel à la grève dès le 7 décembre.

La CGT cherche à se rapprocher des Gilets jaunes. La direction appelle désormais à se joindre aux manifestations du samedi ; mais les cégétistes se doivent d'arborer un gilet rouge, pour se démarquer encore un peu. Quant aux tracts, ils s'emparent subrepticement de la revendication d'une « fiscalité juste ». L'appel à une « journée contre le chômage », le 1^{er} décembre, avait ainsi été opportunément transformé en un appel à une « journée pour la justice fiscale ».

Dans le sillage, la gauche « mouvementiste » embraye, dépassant son aversion pour un mouvement initialement perçu comme une affaire de beaufs de la classe moyenne. Le 1^{er} décembre, un cortège « de gauche », parti de la garde Saint-Lazare, s'était déjà fondu dans l'émeute générale. Au cours de la semaine, les militants politiques rejoignent le mouvement, tout en restant quelque peu « à côté » : ils activent leurs propres modes d'organisation – assemblées, comités, groupes affinitaires... qui demeurent à ce stade essentiellement fréquentés par eux-mêmes. Mais cette entrée en lice des militants politiques a le mérite de clarifier souvent la position vis-à-vis de l'extrême droite.

C'est une sorte de contagion insurrectionnelle qui semble se répandre à travers le pays. Les lycéens prennent ainsi le relais, par un mouvement spontané dont la croissance est très rapide. Déjà, le 30 novembre, des lycées avaient été bloqués, en soutien aux Gilets jaunes mais aussi pour protester contre la réforme du bac et le dispositif Parcoursup, qui accentue la sélection aux portes de l'université. A partir du lundi 3 décembre, des centaines de lycéens débrayent et, chaque jour, déferlent sur les centres-villes. Ils sont aussitôt confrontés à une répression policière très violente. Les forces de l'ordre élèvent le niveau de violence pour tuer dans l'œuf cet embryon de révolte incontrôlable : le spectre de Mai 68 hante les couloirs de l'Elysée. Plusieurs jeunes sont blessés au visage par des tirs de LBD, deux d'entre eux sont éborgnés.

Le jeudi 6 décembre, alors que plus de trois cents lycées sont perturbés en France, 153 lycéens et étudiants sont arrêtés à Mantes-la-Jolie (et plus de 700 dans toute la France) ; les images de cette arrestation de masse font le tour du monde et suscitent une grande colère. On peut voir les jeunes agenouillés, les mains sur la tête, en rang, pendant qu'un flic commente : « Voilà une classe qui se tient sage. » La scène sera symboliquement rejouée à de nombreuses reprises dans les manifestations. Le 16 mars 2019, après l'émeute, on découvrira ce tag sur un mur des Champs-Élysées dévastés, comme un retour à l'envoyeur : « Voilà une bourgeoisie qui se tient sage... »

À Paris comme à Marseille, à Bordeaux comme à Toulouse, ce sont souvent les jeunes en provenance des quartiers pauvres, scolarisés dans les lycées de dernier choix, qui se joignent le plus volontiers au bazar en voie de généralisation. (...) dans les quartiers nord de Marseille, les barres d'immeubles se couvrent de gilets fluorescents, arborés aux fenêtres en soutien au mouvement.

Dans les zones rurales et périurbaines, les actions de sabotage se multiplient. Des « équipes », formées sur le tas, souvent au hasard d'un apéro sur un rond-point, se lancent dans l'action directe clandestine avec une candeur surprenante. C'est une véritable épidémie de sabotages qui se répand dès la fin du mois de novembre. Les barrières de péage constituent les cibles les plus ambitieuses : plusieurs dizaines de péages sont dégradés, dont au moins quinze partis en fumée à la mi-décembre, selon Vinci autoroutes. À quoi s'ajoutent les parcmètres bourrés de mousse expansive, les serrures d'administrations remplies de glu, les machines à carte bancaire des stations-service brisées et, bien sûr, les radars automatiques, pour lesquels les modes opératoires sont laissés au choix : peinture, simple gilet couvrant l'objectif, ou incendie. Le gouvernement annoncera a posteriori que, sur l'ensemble du territoire, « à peu près 75% du parc de radars a été soit détruit, soit détérioré, soit attaqué, soit neutralisé » (*Le Monde*, 2 avril 2019).

Les « équipes » se font et se défont pour une virée d'un soir, un peu de fumier dans le jardin du député, un ou deux radars carbonisés, des graffitis sur la route. Les comptes rendus des tribunaux regorgent d'histoires plus ou moins similaires de ces équipes souvent improbables, constituées d'individus qui parfois se connaissent à peine et qui, mois après mois, ne cessent de se former afin de mener des « actions » ponctuelles.

Ce phénomène des équipes » laisse la police pantoise car, encore une fois, elle met à mal la définition des catégories de population considérées comme dangereuses. On retrouve le même désarroi chez les journalistes, désarmés face au trouble qui s'est insinué dans les catégories « casseurs » et « manifestants pacifiques » : mais enfin, des gens demeurent-ils des gens ou sont-ils devenus des activistes politiques ? Dans cette expectative, il y a de l'effroi.

Ces folles journées de décembre sont aussi marquées par l'appropriation d'une pratique décalant le mouvement vis-à-vis des discours de respectabilité citoyenne qu'il charrie : le pillage. Pratiqué massivement dans les manifestations du 1^{er} décembre, il le sera à nouveau le 8. Dans ces moments collectifs, il ne s'agit plus de différencier le « bon commerce » (le petit) du « mauvais » (les multinationales) ; il s'agit simplement d'accéder à des marchandises dont on se voit privé du fait de la division de la société en classes.

Lors des manifestations du samedi 8 décembre, le ministre de l'Intérieur fait état de 136 000 manifestants, comme le samedi précédent. Il a annoncé une mobilisation policière exceptionnelle, déployant quelques blindés de la gendarmerie comme en avait déjà vu lors de l'expulsion de la ZAD au printemps 2018. Des fouilles et des contrôles préventifs ont lieu sur les aires d'autoroute, parfois à des centaines de kilomètres des grandes villes. On dénombre, en ce seul 8 décembre, plus de 2 000 interpellations, donnant lieu à 1 709 gardes à vue, chiffre qui fait voler en éclats les records précédents. Les audiences de comparution immédiate, doublées depuis une semaine pour faire face à cet afflux inédit, ne désemplissent pas.

A Paris, la préfecture demande aux flics d'« aller au contact » et d'arrêter « préventivement » à tour de bras. A l'issue de la journée, le pouvoir affirmera avoir contenu le déferlement. Mais, selon la mairie de Paris, cette journée a fait plus de dégâts que le 1^{er} décembre.

En province, dans de nombreuses villes, une jonction s'est plus ou moins opérée avec les marches pour le climat organisées le même jour. Les principales émeutes ont lieu à Saint-Etienne, à Toulouse, à Bordeaux – où des cocktails Molotov sont lancés sur la mairie (...) Des affrontements plus ou moins vifs sont signalés dans de nombreuses villes : Marseille, Valence, Charleville-Mézières, Saint-Brieuc, Lyon, Besançon, Bastia, Dijon, Bourg-en-Bresse, Tours...

4. Gueule de bois et retour de flamme

(10 décembre 2018 – 5 janvier 2019)

Le 8 décembre marque l'apogée du mouvement des Gilets jaunes, ainsi que la fin de sa progression vers la possibilité d'un dépassement révolutionnaire. (...) mais cette montée insurrectionnelle s'est opérée de manière « sauvage » et impensée. (...) La Révolution française constitue la référence mythologique, un soulèvement rêvé au cours duquel le pouvoir aurait cédé dans un face-à-face théâtral avec ce « peuple » éternellement tel qu'en lui-même.

Le lundi 10 décembre, un Macron manifestement pâle et nerveux, jouant assez mal la compassion et la fermeté, s'adresse à la nation. (...) Symboliquement, il plie face au rapport de force et accorde dix milliards pour apaiser la colère. Il s'agit d'une rupture avec l'intransigeance et l'indifférence du pouvoir face aux mouvements de lutte sociale des dernières années.

1. « Le salaire d'un travailleur au SMIC augmentera de 100 euros par mois dès 2019 », sans naturellement « qu'il en coûte un euro de plus pour l'employeur ».
2. Les heures supplémentaires seront exonérées de charges en 2019.
3. Pour les retraités touchant moins de 2 000 euros mensuels, la hausse de cotisation sociale est annulée.
4. Les employeurs « qui le peuvent » sont invités à verser une prime de fin d'année, plafonnée à 1 000 euros, exonérée elle aussi de toute charge.

Toutes ces mesures sont conjoncturelles et destinées à être « rattrapées » dans les mois suivants, quand les choses se seront calmées. (...) L'augmentation de 100 euros pour les smicards n'est pas, contrairement à ce qu'on pouvait supposer, une hausse des salaires. Elle s'applique en fait à la prime d'activité, dont une augmentation d'environ 36 euros est déjà prévue.

Le mouvement connaît un net reflux. (...) Le mouvement des lycéens se poursuit du 8 au 15 décembre. (...) Au cours de cette semaine du 15 au 22 décembre, l'évacuation des points de blocage augmente d'un cran et se systématise. (...) C'est donc à partir de la mi-décembre que l'Etat procède à l'évacuation à l'échelle nationale des ronds-points en tant que lieux d'occupation et d'organisation. Il ne s'agit pas d'un processus clair et concentré, mais plutôt de fatiguer progressivement l'adversaire, par à-coups, selon des logiques locales : les préfetures ont ainsi latitude d'évaluer les situations au cas par cas.

C'est durant cette période d'étiollement incertain de la fin décembre que la revendication d'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC) prend une importance centrale dans les revendications affichées par les Gilets jaunes. Très vite, entre le 8 décembre et Noël, le RIC devient un mot d'ordre quasi universel. Il est porté haut et fort par des « intellectuels » plus ou moins liés à l'extrême droite et popularisés par internet, tel Etienne Chouard.

En décembre et en janvier apparaissent (...) des dizaines d'associations déclarées en préfecture, qui prétendent représenter les Gilets jaunes locaux. Certains de leurs porte-parole sont des notables installés, d'autres des aspirants notables plus ou moins farfelus. Les associations qu'ils créent semblent souvent avoir pour vocation essentielle de se constituer des clientèles et se positionner dans les politocalleries locales. Elles adoptent des positions favorables au « grand débat » et deviennent des interlocutrices pour les pouvoirs locaux, qui leur fournissent parfois des salles.

Le samedi 15 décembre, c'est l'Acte 5. Des manifestations ont lieu dans toutes les villes, avec une participation moindre que les semaines précédentes (estimée à 66 000 personnes par l'Etat). (...) L'ordre est cette fois bel et bien maintenu dans la capitale.

Le 22, la décrue se poursuit. Selon les chiffres policiers, la participation est presque deux fois moins élevée que la semaine précédente, soit 38 600 manifestants. Devant le Sacré-Cœur, un groupe entonne sous les caméras des chants antisémites, ce qui alimenta encore la machine de décrédibilisation des « derniers irréductibles ». (...) Et puis, lors de cet Acte 6, ce sont à travers la France cinq préfetures (Nantes, Tours, Saint-Etienne, Bourg-en-Bresse, Carcassonne) qui sont, selon les dires du ministre Castaner, « attaquées » (il s'agit en fait de tentatives d'en forcer l'accès) : on est quand même loin d'un retour au calme.

Dans la deuxième quinzaine de décembre, alors que le nombre global de manifestants est très en déclin sur l'ensemble du territoire, la fréquentation. Des manifestations dans les grandes villes suit souvent la courbe inverse. Si Paris semble plus ou moins déserté, c'est durant cette période que se constituent des bastions urbains des Gilets jaunes : Toulouse, Bordeaux, Nantes, Rennes, Dijon, Marseille, Lyon, etc. Montpellier rejoindra la liste en janvier... Dans ces villes le nombre de manifestants ne faiblit pas ;

souvent même il augmente. (...) le cœur de la conflictualité se déplace des ronds-points aux centres-villes gentrifiés.

Le 5 janvier 2019, avec l'Acte 8, ce mouvement de bascule se traduit clairement dans les faits. La participation aux manifestations est en hausse (le ministère de l'Intérieur parle de 50 000 manifestants) et l'opération d'institutionnalisation et de décrédibilisation des « derniers irréductibles » apparaît comme un échec. (...) A Paris, passant devant l'annexe du ministère de l'Economie et des Finances, les manifestants défoncent la porte cochère à l'aide d'un transpalette.

Les 12 et 19 janvier confirmeront la « reprise » avec, selon la police, 84 000 manifestants à chaque fois : ceux qui participent à la lutte en janvier ne sont pas toujours ceux qui étaient là le 17 novembre. Personne ne songerait plus à qualifier, en janvier, les Gilets jaunes comme un « mouvement d'automobilistes ». Une nouvelle catégorie s'est engouffrée dans la révolte : elle est constituée de prolétaires urbains, plus jeunes, plus précaires, moins attachés à la « valeur travail » que les Gilets jaunes de la première heure. Ils n'ont pas forcément expérimenté les sociabilités quotidiennes des ronds-points, mais ils sortent en ville le samedi manifester, et éventuellement casser des vitrines et affronter la police.

Par ailleurs, avec la renaissance de janvier, un glissement politique est également à l'œuvre. Les militants politiques familiers des mouvements sociaux, d'abord totalement extérieurs au mouvement, finissent par s'y mêler et l'influencer. En 2019, la gauche mouvementiste s'engage aux côtés du peuple des ronds-points dans sa demande de justice sociale et de démocratie, tandis que la composante ultragauche et « cortège de tête » appuie le développement de ce mouvement prolétarien qui s'exprime dans les centres urbains par l'émeute. En décembre, ces forces militantes étaient sorties dans la rue ; mais ce compagnonnage s'apparentait encore à un cheminement parallèle. En janvier, une forme étrange d'alliance se noue.

Le mouvement des Gilets jaunes devient essentiellement un mouvement du samedi, même si ce rythme hebdomadaire se conjugue avec les actions de la semaine et des occupations permanentes. (...) Une dynamique s'installe au fil des semaines de janvier, permettant à la confrontation avec le pouvoir de durer sans intervenir sur le quotidien du travail. (...) Cette coloration du mouvement social, à l'origine extérieure à la sociologie des Gilets jaunes, permet à la lutte de se trouver de nouveaux alliés : les classes moyennes progressistes, jusqu'ici circonspectes voire méprisantes.

5. Devenir un mouvement social

(5 janvier – 5 février)

Terrorisant, blessant, enfermant, mais solidarisant les Gilets jaunes dans une indignation commune, la répression a ainsi pour effet « collatéral » de rapprocher naturellement les nouveaux venus et les habitués des mouvements sociaux.

D'après Le Monde

Les interdictions de paraître dans un périmètre ou dans une ville se systématisent. Après quelques débats, une (nième) loi « anticasseurs » est adoptée le 5 février : elle permet aux préfets de prononcer des interdictions de manifester à l'encontre d'individus supposés dangereux, autorise les fouilles systématiques aux abords des rassemblements, pénalise lourdement le seul fait de dissimuler son visage. Surtout, alors même que la police n'est plus débordée comme elle l'était dans la première quinzaine de décembre, la brutalité du maintien de l'ordre apparaît maintenant de manière flagrante.

Au 4 octobre 2019, les chiffres officiels font état de 10 718 gardes à vue depuis le 17 novembre 2018, ayant conduit à la condamnation en justice de 3 100 Gilets jaunes. Mille peines de prison ferme (dont 400 avec mandat de dépôt) ont été prononcées, soit 9,3% des gardes à vue. La comparaison est difficile mais pas inutile : il y avait eu 896 gardes à vue et 32 peines de prison ferme (3,5%) au cours du mouvement contre la loi Travail en 2016 ; 4 404 gardes à vue et 763 peines de prison ferme (17,3%) pendant les émeutes de 2005.

Les motifs d'arrestation pénalisent le plus souvent la seule présence en manifestation. C'est le délit de « participation à un groupement en vue de commettre un crime ou un délit » qui est le plus utilisé au fil du mouvement : les juges peuvent condamner le simple fait d'être présent à un rassemblement de Gilets jaunes, voire d'avoir eu l'intention de s'y rendre. Les **condamnations en justice concernent massivement des jeunes prolétaires** ; et le mépris de classe de la justice s'exprime avec violence, dans le but d'obtenir la contrition des inculpés.

Le 13 février, après qu'un manifestant d'Argenteuil a perdu sa main, arrachée par un tir de grenade, une marche réunissant plusieurs centaines de participants est organisée dans la ville conjointement par les Gilets jaunes du Val d'Oise, les collectifs « Vérité et justice pour Ali Ziri » et « Argenteuil-Stop-Violences-Policières ».

Pour les forces petites-patronales, en l'occurrence épaulées par des éléments fascistes, il s'agit, dans le contexte du reflux de la vague émeutière de décembre, d'une tentative désespérée pour rétablir une alliance réactionnaire sur la question des taxes entre prolétaires et boutiquiers. La condition de possibilité première d'une telle alliance est bien sûr de maintenir la bonne marche du commerce – autrement dit la « sécurité ». (...) Chaque samedi suivant (celui du 5 janvier), un – voire plusieurs – cortège est déposé, et un service d'ordre arborant brassards blancs et bérets de légionnaires fait son apparition, composé entre autres d'anciens mercenaires, combattants volontaires au Donbass pour certains. Cette campagne droitière se prolonge du 12 janvier (Acte 9) au 9 février (Acte 13). Durant cette période, les parcours sont déposés et souvent suivis, et les affrontements n'éclatent qu'en fin de manifestation : en somme, un retour au schéma « classique » manif-débordement. Les trajets s'éloignent de plus en plus des beaux quartiers, et rapprochent les manifestants des zones habituelles de la contestation parisienne (Bastille, République, etc.).

Le 26 janvier, à Paris, des militants du NPA sont violemment attaqués par les Zouaves, groupuscule d'extrême droite. Le 9 février, après plusieurs samedis de confrontation, une spectaculaire bagarre oppose à Lyon militants d'extrême droite et antifascistes – tous en gilet

jaune. La gauche prend le dessus ; par la suite les groupe d'extrême droite structurés se font plus discrets dans les manifs. La défaite semble consommée pour les « fachos ».

Le 9 février, la manifestation parisienne, déambulant dans les beaux quartiers, redevient sauvage, affronte la police, détruit des marchandises sur son passage. Un manifestant a la main arrachée devant l'Assemblée nationale (...). Les déambulations à tendance émeutière prennent le dessus face aux vellétés d'encadrement ; la manif typique est désormais constituée de cortèges non structurés, se séparant et se retrouvant d'eux-mêmes.

Mais janvier est aussi un moment où se constituent dans les grandes villes des assemblées qui, un temps du moins, vont bel et bien permettre à ces différentes catégories de se rencontrer (...). Paris est un cas particulier : un terrain d'affrontement davantage qu'une base du mouvement.

Dans de nombreuses villes, la lutte se rétracte et se limite à la perpétuation de sociabilités en gilet jaune plus ou moins fermées. Mais nombreux aussi sont les endroits où, en décembre ou en janvier, se forme une assemblée « horizontale », non confisquée par des leaders autoproclamés, et tournée vers la lutte. (...) dès le 27 novembre, les Gilets jaunes de Commercy avaient lancé un appel à impulser des assemblées générales partout, afin, disaient-ils déjà, de ne pas « mettre le doigt dans l'engrenage de la représentation ». Cette bourgade de moins de 6 000 habitants doit sa dynamique particulière à son histoire ouvrière, qui a du plomb dans l'aile mais perdure encore puisqu'une usine Safran s'y est implantée dernièrement.

Une autre matrice de cette tendance « politique » issue du mouvement : la Maison du peuple de Saint-Nazaire. Les Gilets jaunes de ce vieux bastion ouvrier (où la tendance « de gauche » de tradition syndicale est marquée) ont lancé le 20 novembre un appel à occuper les lieux de pouvoir local pour que « les travailleurs, les chômeurs, les retraités, de toutes origines et de toutes couleurs » reprennent le contrôle de leurs vies. Le 24 novembre, ils occupent l'ancienne sous-préfecture, devenue « Maison du peuple », et y tiennent leur première assemblée.

Tout début janvier, dans un « deuxième appel », les Commerciens invitent les Gilets jaunes de toute la France à une « grande réunion nationale des comités populaires locaux ». Cette « Assemblée des assemblées », qui se déroule les 26 et 27 janvier, est un succès et donne une forme positive à l'horizontalisme spontané du mouvement... même si formalisme horizontal et spontanéité prolétarienne ne font pas toujours bon ménage. (...) mais la plupart des assemblées locales des Gilets jaunes ne se préoccupent guère de leur coordination nationale : elles ont avant tout pour vocation de prendre le relais du rond-point.

En janvier-février, le RIC finit par apparaître comme une revendication polymorphe qui permet de maintenir la fiction du peuple sur ses jambes. (...) Comme dénominateur commun, il s'agit d'une revendication porteuse d'une aspiration à la reconnaissance des citoyens modestes face au mépris de l'« oligarchie » : il faut rendre un peu de pouvoir aux « citoyens », aux « petits », « à ceux qui travaillent ».

L'in vraisemblable sentiment de légitimité qui soude le mouvement se maintient et permet de résister « tranquillement » à la pseudo-ouverture de la parole citoyenne qu'instaure le gouvernement au même moment. Le « grand débat national » s'ouvre en effet le 15 janvier pour trois mois. (...) Beaucoup de « Gilets jaunes des origines » se mobilisent pour porter la parole via des pétitions, des débats ou des cafés citoyens, sans pour autant cesser d'être en lutte, de faire corps avec le rapport de force qui s'exprime dans la rue.

6. Gilets jaunes, syndicats et autonomes : alliances en chiens de faïence

(5 février – 16 mars)

Le centre de gravité du mouvement en février est essentiellement prolétarien. Mais qu'en est-il du rapport de force face à l'Etat ? (...) Alors que le nombre de manifestants du samedi recommence à baisser, il est palpable que durer ne suffit pas. (...) les regards se tournent vers les syndicats. Alors que la grève est annoncée pour le 5 février, les Gilets jaunes et les « chasubles rouges » de la CGT s'apprêtent-ils à s'allier ?

Le 1^{er} décembre, à Paris, la CGT manifeste de son côté ; elle est entourée d'un massif se-vice d'ordre, alors que la plus grosse émeute depuis 1968 se déroule à quelques arrondissements de là. Le 6 décembre, la direction, satisfaite d'être conviée à la « table des négociations » pour discuter logement et transport, signe (avec l'ensemble des organisations syndicales à l'exception de Solidaires) un communiqué qui appelle à la responsabilité : « Le dialogue et l'écoute doivent retrouver leur place dans notre pays. C'est pourquoi nos organisations dénoncent toutes formes de violence dans l'expression des revendications ».

En janvier, alors que le spectre de l'insurrection généralisée s'est éloigné, la CGT avance pourtant ses pions – mollement. (...) L'appel est relayé. Mais qu'est-ce qui est mis en œuvre pour construire cette grève ? A peu près rien. (...) Il y a des dizaines d'opérations escargot et d'« actions » dans l'ensemble du territoire. Et nombre de manifs sont agitées. Mais les travailleurs qui ont fait grève le 5 février, ce sont les salariés des grosses boîtes avec un fort taux de syndicalisation, et les fonctionnaires – comme d'habitude. Les syndicats se félicitent de la mobilisation et l'affaire est bouclée. Le 6, s'il avait cessé, le travail reprend.

Ce qui se confirme en fait là, c'est que les Gilets jaunes sont porteurs de revendications sociales – liées surtout à la reproduction quotidienne des travailleurs – qui n'ont pas vraiment la possibilité de déborder sur le terrain du travail. (...) mais le discours sur la convergence, lui, continue bel et bien d'infuser le mouvement, à la base, de manière contradictoire.

Les manifs-émeutes urbaines s'ancrent dans la durée : les Actes succèdent aux Actes. (...) On organise ouvertement dans les départements ruraux la manifestation le matin, afin que les plus « déters » puissent, l'après-midi, rejoindre « la capitale de l'émeute » du jour. (...) les villes où cette dynamique est la plus forte et durable (Toulouse, Montpellier, Bordeaux, Lyon, Marseille) sont toutes concernées par un processus de gentrification, achevé ou en cours (...) comme une réponse à la manière dont les classes dominantes

sanctuarisent « leurs » centres-villes, transformés en espaces uniquement tournés vers les rapports de consommation.

Etonnamment, la « rencontre » entre les Gilets jaunes et les militants de la tendance autonome rompus à l'émeute « tient » et ne cesse de s'approfondir. (...) Les déambulations émeutières des Gilets jaunes qui se poursuivent tout l'hiver et le printemps marquent ainsi une sorte d'élargissement du phénomène « cortège de tête » apparu au cours du mouvement contre la loi Travail en 2016. On avait alors assisté au débordement de la manif syndicale, déclarée et encadrée, par des cortèges assez offensifs et éparpillés qui prenaient la tête des défilés et imposaient une conflictualité directe avec la police. De plus en plus massifs, les cortèges de tête avaient fini par regrouper davantage de monde que les cortèges officiels.

Cet Acte 18 est l'occasion d'un étonnant sursaut. Des barricades sont érigées sur les Champs-Élysées et les émeutiers tiennent le terrain face à la police (...) à l'image du Fouquet's en feu. (...) On limoge le préfet de paris et on le remplace par Didier Lallement ? cert ancien préfet de Nouvelle-Aquitaine et ancien directeur de l'administration pénitentiaire à la réputation de « fou furieux » (...) est appelé à paris pour « rétablir l'ordre » et appliquer une politique musclée de « mobilité et d'interpellation ».

7. Une lutte sans fin(s)

Après le 16 mars 2019

Le mouvement décline, et pourtant, semaine après semaine, samedi après samedi, il se poursuit, avec une intensité toujours décroissante, sans perspective de victoire ou de dépassement, mais il se poursuit, têtu. C'est que personne – bi Drouet ni Fly Rider, en eussent-ils le souhait – n'est en capacité d'en siffler la fin.

Les élections européennes du 26 mai suscitent bien quelques remous et discussion stériles dans les assemblées (...) Quant aux listes qui se revendiquent des Gilets jaunes, elles recueillent moins de 1% des voix.